

DÉCLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY, PRÉSIDENT DU CESER OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

AÉROPORT DE TOULOUSE : UN MARCHÉ DE DUPE !

Si le CESER avait été écouté à temps, c'est à dire au moment du choix du candidat à retenir pour la gestion de l'infrastructure aéroportuaire de Toulouse au dernier trimestre 2014, conséquence tragique de l'appel d'offre rendu public le 17 juillet 2014 par le Ministre de l'Économie Arnaud MONTEBOURG, le choix d'un groupe français adossé à des opérateurs financiers nationaux et aux banques mutualistes, aurait pu être retenu par l'État.

L'enthousiasme des grandes collectivités pour un opérateur chinois (en réalité l'État chinois) a été une tragédie et un marché de dupe.

Une tragédie car cet aéroport a surtout une vocation industrielle parce qu'il est aussi le cœur de l'écosystème aéronautique de Toulouse et de la Région, avec le siège mondial d'Airbus, d'ATR, et les 90 000 emplois sur les 3 zones d'activité.

Un marché de dupe, car aucune promesse du groupe chinois CASIL n'a été tenue, tant sur le respect des collectivités que sur les financements annoncés en faveur du parc des expositions, ... ou de la 3^{ème} ligne de métro.

L'ouverture à la concurrence de l'aéroport de Toulouse en 2014 constitue aujourd'hui un contre exemple.

C'est en 2014 qu'il fallait organiser un référendum citoyen pour interroger la population concernée. L'aéroport de Toulouse qui abrite le 1^{er} avionneur mondial et la chaîne de sous-traitants devait être protégé.

À Roissy, l'intérêt est commercial (gestion des boutiques), il n'est pas industriel.

Ni les chinois, ni les américains ne confient à ce jour les clés de la gestion de leurs aéroports à des sociétés étrangères.

À Toulouse-Blagnac, les 9 millions de passagers dont 3 millions pour la navette ont gagné... la marche à pied et un grand supermarché.

Les actionnaires chinois, eux, vident les caisses de l'aéroport avant de partir.

Triste bilan. Il faut d'urgence une nouvelle gouvernance par un pacte de confiance avec les collectivités et les acteurs économiques.